

# INITIATIVE SPÉCIALE POUR LA MÉDITERRANÉE

Plan de renforcement de la réponse opérationnelle  
juin – décembre 2015



Version du 16 juin 2015

Photo de couverture :

Un groupe de réfugiés et de migrants parti de Turquie à bord d'un canot pneumatique s'approche d'une plage du nord de l'île de Lesbos, en Grèce. Par rapport à janvier 2015, le nombre d'arrivées à Lesbos a été multiplié par dix au mois de mai, avec près de 300 personnes enregistrées chaque jour. Nombre de ces personnes viennent de pays déchirés par la guerre, comme l'Afghanistan, l'Irak et la République arabe syrienne. Certaines ont dû voyager pendant un mois pour rejoindre la Turquie.

UNHCR/Socrates Baltagiannis

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>3</b>
<b>VUE D'ENSEMBLE.....</b>	<b>4</b>
<b>CONTEXTE.....</b>	<b>5</b>
<i>Introduction .....</i>	<i>5</i>
<i>L'Initiative spéciale pour la Méditerranée .....</i>	<i>5</i>
<i>Objectifs globaux.....</i>	<i>6</i>
<b>COORDINATION.....</b>	<b>7</b>
<b>REPONSE RÉGIONALE : EUROPE.....</b>	<b>8</b>
<i>Situation actuelle .....</i>	<i>8</i>
<i>Renforcement de la réponse opérationnelle.....</i>	<i>8</i>
<i>Partenariats.....</i>	<i>11</i>
<b>REPONSE RÉGIONALE : MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD.....</b>	<b>12</b>
<i>Situation actuelle .....</i>	<i>12</i>
<i>Renforcement de la réponse opérationnelle.....</i>	<i>12</i>
<i>Partenariats.....</i>	<i>15</i>
<b>RÉPONSE RÉGIONALE : AFRIQUE.....</b>	<b>16</b>
<i>Situation actuelle .....</i>	<i>16</i>
<i>Renforcement de la réponse opérationnelle.....</i>	<i>16</i>
<i>Partenariats.....</i>	<i>19</i>
<b>BESOINS FINANCIERS.....</b>	<b>20</b>

Depuis la publication le 12 juin 2015 du document *Initiative spéciale pour la Méditerranée : plan de renforcement de la réponse opérationnelle* (juin-décembre 2015) (en anglais), une nouvelle action est venue compléter l'objectif « Renforcer les systèmes de protection et prévenir le refoulement » relatif à la réponse opérationnelle régionale pour l'Europe (voir page 8).

La présente mise à jour, en date du 16 juin, tient compte de cette nouvelle information. Aucune autre modification n'a été apportée aux autres plans régionaux de renforcement de la réponse opérationnelle, ou aux besoins de financement.

# VUE D'ENSEMBLE



## Réfugiés et migrants traversant la Méditerranée vers l'Europe

Aperçu du nombre d'arrivées : tendances au 10 juin 2015

2015 nb d'arrivées par la mer  
au 10 juin 2015

**105 000** arrivées  
**1 850** décès/disparitions

2014

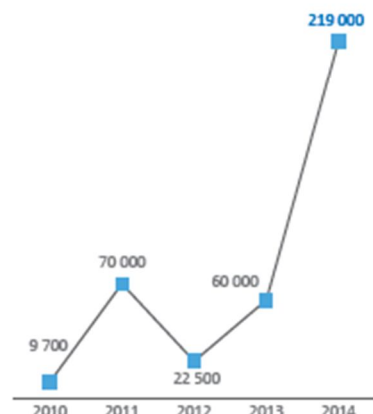
**219 000** arrivées par la mer  
**3 500** décès/disparitions

Comparaison 2014 - 2015 (janv. - juin)

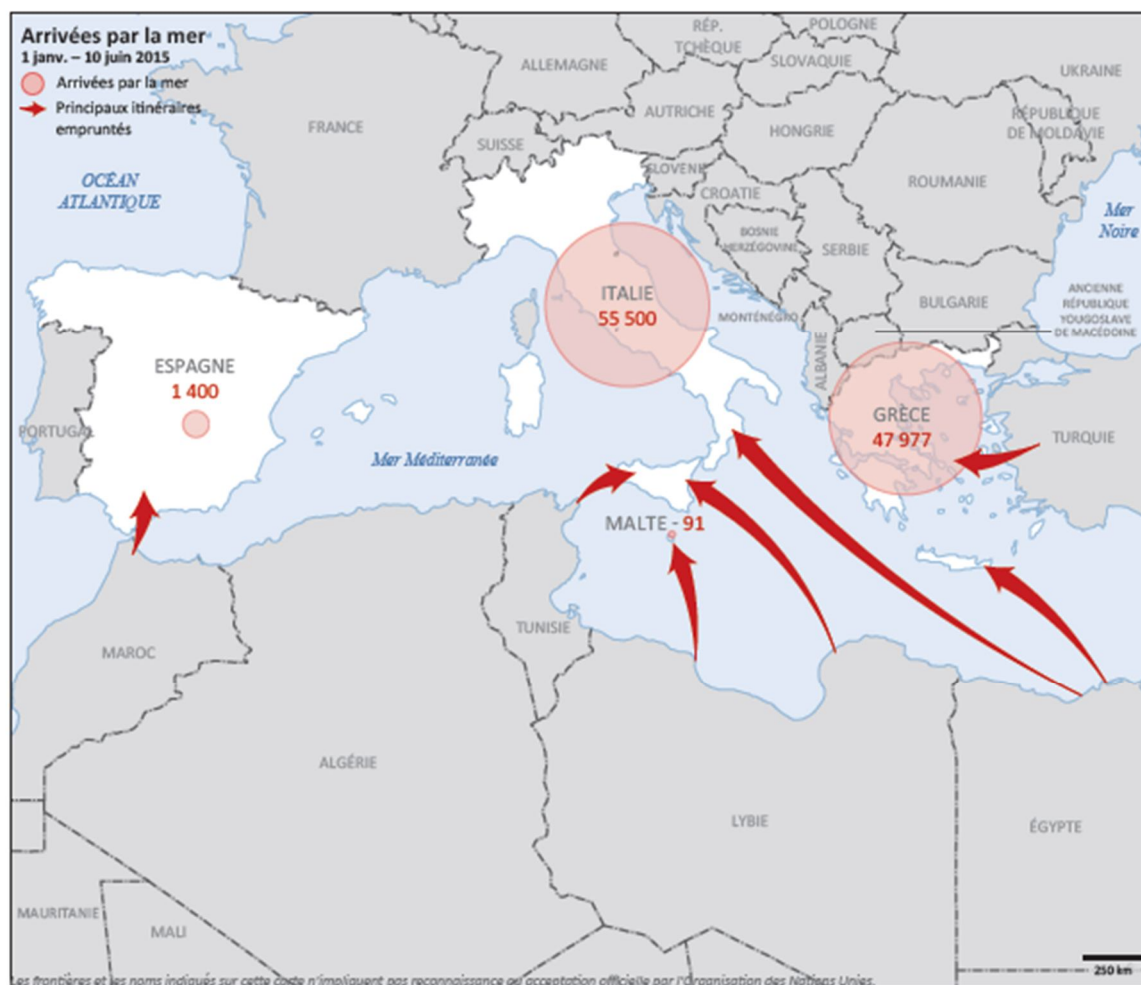
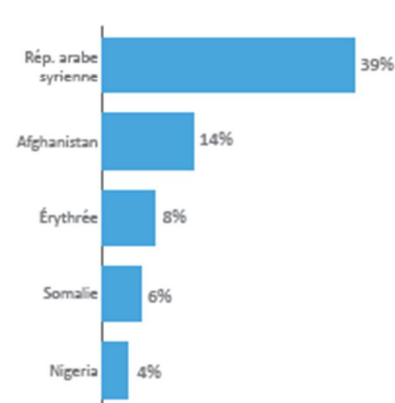
Arrivées par la mer



Évolution du nb d'arrivées par la mer  
en Europe



Principales nationalités représentées  
de janv. à juin 2015





# CONTEXTE

---

## Introduction

---

Les pays du pourtour méditerranéen sont aujourd'hui confrontés à d'importants afflux de migrants et de réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe. Nombreux ont été victimes du trafic de migrants et de la traite des êtres humains, et ont souvent vu leurs droits bafoués durant leur voyage. Des milliers d'entre eux ont péri en mer. Au cours des cinq premiers mois de 2015 seulement, environ 1 850 personnes se sont noyées en mer Méditerranée alors qu'elles tentaient de rejoindre les côtes européennes. Des milliers d'autres, dans les pays d'Afrique du Nord et plus à l'est, notamment en Turquie, sont aujourd'hui prêtes à prendre les mêmes risques.

Les inégalités, la défaillance de gouvernance et la pauvreté poussent les migrants à fuir leur pays. Mais un nombre considérable de ces hommes, femmes et enfants qui risquent aujourd'hui leur vie en mer cherche à fuir la guerre, les conflits et les persécutions, et a ainsi des raisons valables pour chercher la sécurité et solliciter une protection internationale. Il est souvent impossible pour ces réfugiés d'entrer sur le territoire européen par le biais de filières régulières, car ils ne disposent d'aucun recours légal, ni de documents, et font face à des politiques restrictives. Sur les itinéraires terrestres, ils sont également confrontés à des mesures de contrôles aux frontières de plus en plus coercitives. Beaucoup estiment qu'ils n'ont d'autre choix que d'entreprendre de périlleuses traversées de la Méditerranée à l'aide de passeurs. Ce trafic sévit en particulier le long d'itinéraires en Afrique de l'Ouest, et dans l'Est et la Corne de l'Afrique.

Cette situation dramatique affecte de différentes manières les pays d'Europe méridionale, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, d'Afrique de l'Ouest, ainsi que les pays de l'Est et de la Corne de l'Afrique. Elle exige une intervention collective et de grande envergure fondée sur les principes d'humanité, d'accès à l'asile et à la protection, de solidarité et de partage des charges, et enfin de respect des droits humains. C'est le sens de l'appel lancé par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Directeur général de l'Organisation internationale des migrations, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales et le développement, et le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale lors du Dialogue mondial sur la protection en mer organisé par le HCR en décembre 2014.

Les mesures visant à répondre à la situation en Méditerranée, proposées le 23 avril 2015 par l'Union européenne et ses États membres, puis détaillées dans l'Agenda européen en matière de migration publié le 13 mai 2015, constituent des jalons essentiels pour éviter de nouvelles pertes humaines en mer ; pour répondre de façon appropriée aux besoins des rescapés et mettre en place un périmètre d'intervention plus exhaustif, précisant les responsabilités et rôles respectifs des pays d'origine, de premier asile, de transit et de destination.

## L'Initiative spéciale pour la Méditerranée

---

L'Initiative spéciale pour la Méditerranée se fonde sur l'Initiative du HCR en Méditerranée centrale. Cette Initiative se compose de multiples actions coordonnées en Europe méridionale et dans les Balkans occidentaux, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans l'Est et la Corne de l'Afrique.

En vertu des responsabilités qui lui sont conférées dans le cadre de la protection des demandeurs d'asile, des réfugiés, et des apatrides, le HCR collaborera étroitement, et selon les besoins, avec l'Union européenne et ses États membres, ainsi qu'avec l'ensemble des États concernés en Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, dans l'Est et la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Moyen-Orient, pour mettre en œuvre, approfondir et étendre certaines mesures prises face à la tragédie humaine qui se produit actuellement en Méditerranée, telles que définies par l'Agenda européen en matière de migration. Ces mesures n'atteindront les résultats escomptés que si elles s'accompagnent d'initiatives fortes capables de contribuer à un développement économique, social et juridique durable dans les pays d'origine, d'asile et de transit ; d'un renforcement du système de gestion des migrations et du régime mis en place pour la protection des réfugiés ; de l'ouverture du marché du travail ; ainsi que de la création d'autres voies juridiques à l'admission, notamment celle des demandeurs d'asile et des réfugiés.

## Objectifs globaux

---

L'objectif global de l'Initiative est **de renforcer la réponse opérationnelle du HCR et les initiatives de protection** dans les pays d'asile, de transit et de destination, mais aussi de développer les connaissances, savoir-faire et attitudes et le travail de plaidoyer.

Ses objectifs spécifiques consistent à :

- **accroître la capacité d'accueil post-sauvetage** dans les pays de réception à travers un soutien aux États, à la société civile et aux communautés locales ;
- **renforcer les systèmes de protection et prévenir le refoulement** à travers la consolidation de la présence et des capacités relatives à l'asile, au respect des principes de protection au cours des procédures, à la création des espaces de protection, et à l'accès aux voies de solution ;
- **favoriser l'accès aux voies de solution**, y compris, lorsque cela est envisageable, via l'extension des possibilités de réinstallation et le développement d'autres voies sûres et légales pour les personnes nécessitant une protection internationale (soutiens privés ou non gouvernementaux, octroi de permis de séjour pour raisons humanitaires, mesures de regroupement familial, etc.) ;
- **multiplier les messages stratégiques et le travail de plaidoyer à l'attention et au sujet des personnes concernées** dans le cadre d'un effort global destiné à sensibiliser, à restreindre le trafic de migrants, et à favoriser la diffusion de mises en garde et d'informations sur les **conditions de subsistance, d'accès à l'autonomie et à l'éducation**, ainsi que sur les **voies de migration sûres et légales** ;
- **promouvoir les projets relatifs aux conditions de subsistance et à l'éducation, et y participer**, en particulier dans les pays d'asile et de transit situés en Afrique ; et
- **contribuer à l'analyse des tendances et à la gestion des informations** relatives aux flux de réfugiés et autres, aux itinéraires et aux tendances.

Ces objectifs sont mis en œuvre dans le cadre d'actions et de partenariats présentés dans les aperçus de chaque plan régional de réponse. Le tableau de la page 16 offre un résumé des coûts afférents à ces objectifs, et la ventilation du budget global. Au regard du renforcement de ces actions, le tableau reflète la réorganisation des priorités des budgets opérationnels affectés à chacun des pays concernés pour l'année 2015.

## COORDINATION

---

Le HCR s'investit pleinement dans la mise en œuvre de cette initiative spéciale au moyen d'une approche collaborative. Au regard des propositions ambitieuses étudiées par l'Union européenne, le HCR entend collaborer avec ses partenaires des Nations Unies, notamment le HCDH, l'UNICEF et l'ONUDC, et en particulier avec l'OIM. De la même manière, le Commissariat collaborera étroitement avec les organisations non gouvernementales locales et internationales, notamment les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Enfin, des efforts seront réalisés afin de renforcer la réponse des partenaires.

De plus, le HCR poursuivra son engagement actif au sein des processus régionaux qui intéressent l'Initiative spéciale pour la Méditerranée, comme l'Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique<sup>1</sup> — également appelée « processus de Khartoum » —, et le dialogue euro-africain sur la migration et le développement, ou « processus de Rabat ». D'autres initiatives s'ajoutent aux précédentes, mises en œuvre par l'Union africaine, la CEDAO et la Ligue des États arabes, et soutiennent les stratégies globales consacrées aux causes premières de la multiplication des mouvements par bateau.

---

<sup>1</sup> En anglais, *EU Horn of Africa Migration Routes Initiative*

# REPONSE RÉGIONALE : EUROPE

---

## Situation actuelle

---

- En 2014, environ 219 000 réfugiés et migrants ont atteint les plages d'Europe méditerranéenne (contre seulement 60 000 en 2013), et au moins 3 500 personnes ont perdu la vie. On dénombrait déjà près de 105 000 arrivées pour les cinq premiers mois de 2015 (soit une augmentation de 112 % par rapport à la même période en 2014). Malgré les opérations de recherche et de secours, le bilan en Méditerranée s'élève déjà à plus de 1 850 décès (contre 3 500 en 2014 et 600 en 2013).
- Sur les 105 000 demandeurs d'asile et migrants arrivés par bateau en Europe méridionale, 55 500 ont gagné l'Italie, près de 48 000 la Grèce, 1 400 l'Espagne et 91 Malte.
- Alors que l'Italie enregistre un nombre d'arrivées par la mer légèrement supérieur, la Grèce est le pays le plus sérieusement touché jusqu'à présent (en mai 2015 seulement, 18 586 personnes sont arrivées dans le pays), car les itinéraires empruntés semblent changer en réponse à la situation en Libye et aux évolutions subséquentes. Sur les îles, la capacité d'accueil est largement dépassée et la situation des nouveaux arrivants est désastreuse.
- Plus de 85 % des personnes arrivant en Grèce sont originaires de pays producteurs de réfugiés, essentiellement la République arabe syrienne (60 % des arrivées), l'Afghanistan, la Somalie, l'Irak, et l'Érythrée. La plupart poursuivent leur route vers l'Europe septentrionale et occidentale, notamment via les Balkans occidentaux<sup>2</sup>, afin de demander l'asile.
- Les réfugiés et les migrants qui font route vers et à travers certains pays des Balkans occidentaux sont exposés aux accidents et aux catastrophes naturelles, ainsi qu'aux mauvais traitements et menaces de la part des passeurs, des trafiquants et des réseaux criminels présents dans la zone. Les systèmes d'asile de certains de ces pays sont également soumis à une pression extrême.

## Renforcement de la réponse opérationnelle

---

### 1) Accroître la capacité d'accueil post-sauvetage dans les pays de réception à travers un soutien aux États, à la société civile et aux communautés locales

- Collaborer avec les partenaires pour renforcer les procédures et la capacité d'accueil, notamment via :
  - ⇒ le déploiement d'équipes multidisciplinaires et polyvalentes pour augmenter la capacité des pays de première ligne d'Europe méridionale (Grèce, Italie, Malte et Espagne) ;
  - ⇒ le soutien aux mesures de développement pour permettre l'identification efficace et rapide des personnes ayant des besoins spécifiques, telles que les enfants non accompagnés et séparés, les victimes de la traite des êtres humains et les rescapés de violences sexuelles et sexistes (VSS). Lorsqu'il n'existe aucune aide appropriée ou mesure de protection locales, il convient de collaborer avec les autorités et les partenaires compétents afin d'assurer la mise en place de ce type de services ;
  - ⇒ la surveillance de l'utilisation effective d'une approche communautaire intégrant les critères de l'âge, du genre et de la diversité lors de l'ensemble des interventions d'aide et de protection ;
  - ⇒ le renforcement des capacités d'identification et d'orientation, et la mise à disposition de l'aide et de la protection appropriées (Grèce, Italie, Malte et Espagne) ; et enfin,

---

<sup>2</sup> La région des Balkans occidentaux regroupe la Serbie et le Kosovo (résolution 1244 du Conseil de sécurité, 1999), l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.



⇒ en cas de nécessité, l'augmentation de l'aide et du soutien humanitaires d'urgence (distribution de sacs de couchage, de nourriture, de kits d'hygiène, etc.) pour les personnes ayant des besoins spécifiques, et distribution d'articles de secours pour les groupes ayant des besoins spécifiques (Grèce et Balkans occidentaux).

- Apporter des améliorations aux centres de réception (Grèce)
- Augmenter la présence et la réponse opérationnelle des ONG locales dans les communes susceptibles d'accueillir un grand nombre de réfugiés et de migrants (Grèce, Italie et Turquie)
- Collaborer avec les partenaires afin de dispenser des formations sur les normes minimales d'accueil, les approches communautaires, l'identification des personnes ayant des besoins spéciaux (notamment celles menacées de violences sexuelles et sexistes, ou rescapées de telles violences, ainsi que les enfants non accompagnés et séparés), et sur les procédures d'orientation
- Préparer ou mettre à jour les dispositifs d'intervention en cas d'urgence en partenariat avec les autorités ou d'autres intervenants compétents, comme les institutions et les agences de l'Union européenne et les ONG, afin de répondre de façon appropriée aux augmentations significatives du nombre d'arrivées
- Poursuivre le plaidoyer, auprès des autorités concernées et des organisations régionales, pour l'attribution des ressources nécessaires (notamment financières, humaines et non-alimentaires)

## **2) Renforcer les systèmes de protection et prévenir le refoulement, notamment à travers la consolidation de la présence et des capacités relatives à l'asile, à la création des espaces de protection, à l'accès aux voies de solution et aux processus conjoints**

- Renforcer la présence du HCR et de ses partenaires aux points de passage frontière terrestres et maritimes pour contrôler les mouvements de population — en particulier ceux des personnes qui recherchent une protection internationale —, et promouvoir des pratiques de contrôle des frontières axées sur la protection (Bulgarie, Grèce, Espagne, Balkans occidentaux et Turquie)
- Poursuivre le plaidoyer, auprès des autorités compétentes, en faveur de l'entrée des personnes sollicitant une protection internationale, et œuvrer à la suppression des obstacles relatifs à leurs procédures d'asile et d'accès au territoire
- Coopérer avec les États membres, les institutions et les agences de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du programme de relocalisation de l'UE (mécanisme de répartition) visant les personnes ayant besoin d'une protection internationale
- Surveiller les conditions de rétention et poursuivre le plaidoyer auprès des États en faveur de l'utilisation d'alternatives à la rétention, en particulier pour les enfants et les autres personnes ayant des besoins spécifiques
- Favoriser l'accès des personnes requérant une protection internationale aux services d'accompagnement ou de conseil juridique dans le cadre de leur demande et droits d'asile, en application du règlement de Dublin II
- Soutenir la fourniture de services d'interprétation et mettre en place des équipes d'interprètes
- Concevoir et animer des formations destinées aux représentants de la Marine et autres représentants impliqués dans les opérations de recherche et de sauvetage et dans le débarquement, avec le soutien intense du Département de la protection internationale du HCR et en collaboration étroite avec l'OIM, l'UNDOC, le HCDH et d'autres partenaires

## **3) Favoriser l'accès aux voies de solution, y compris, lorsque cela est envisageable, via l'extension des possibilités de réinstallation et le développement d'autres voies sûres et légales pour les personnes nécessitant une protection**

- Coopérer avec les États membres, les institutions et les agences de l'UE afin de renforcer les programmes de réinstallation des réfugiés
- Collaborer avec les États membres, les institutions et les agences de l'UE pour développer et faire pleinement usage des autres voies légales accessibles aux personnes ayant besoin d'une

protection internationale, notamment via des programmes de parrainage privé, l'octroi de permis de séjour pour raisons humanitaires, les mesures de regroupement familial et l'assouplissement des formalités pour l'obtention d'un visa de travail ou d'études. En Turquie, par exemple, le HCR entend également se concentrer sur l'amélioration de l'accès au regroupement familial pour les réfugiés qui disposent de ce droit du fait de la présence d'un des membres de leur famille dans l'Union européenne

- Renforcer la plaidoirie en faveur de l'intégration, en fonction des possibilités
- 4) Multiplier les messages stratégiques et le travail de plaidoyer à l'attention et au sujet des personnes concernées dans le cadre d'un effort global destiné à sensibiliser, à restreindre le trafic de migrants, et à favoriser la diffusion de mises en garde et d'informations sur les conditions de subsistance, d'accès à l'autonomie et à l'éducation, ainsi que sur les voies de migration sûres et légales**
- Sensibiliser davantage les personnes ayant besoin d'une protection internationale aux risques liés à la migration clandestine – mais aussi aux risques liés à la traite des êtres humains et au trafic de migrants – pour leur permettre de prendre des décisions éclairées (Bulgarie, Grèce, Espagne, Balkans occidentaux et Turquie)
  - Fournir des informations plus précises aux personnes nécessitant une protection internationale concernant leurs droits et leurs devoirs dès leur entrée sur le territoire d'un pays européen
  - Renforcer la capacité de mobilisation des médias par le HCR afin d'augmenter la visibilité de ses propositions destinées à résoudre la crise dramatique qui se déroule actuellement en Méditerranée, et de ses actions de soutien aux gouvernements, via l'élaboration, la mise à jour et la diffusion rapides de messages ciblés (capacité soutenue par un renforcement des services d'information en Grèce et en Italie)
  - Diffuser davantage de récits dans les médias sur la situation critique des personnes ayant besoin d'une protection internationale (portraits et raisons de leur départ), ainsi que sur leur capacité de résilience, et poursuivre les campagnes destinées à gagner la compassion et le soutien de l'opinion publique
  - Souligner l'impact de cette situation dramatique sur les pays de transit, d'asile et de destination
- 5) Promouvoir les projets relatifs aux conditions de subsistance et à l'éducation et y participer, en particulier dans les pays d'asile et de transit**
- Encourager le financement intégral des programmes du HCR relatifs aux conditions de subsistance et à l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient
- 6) Contribuer à l'analyse des tendances et à la gestion des informations relatives aux flux de migrants ou de réfugiés, aux itinéraires et aux tendances**
- Augmenter la capacité propre du HCR à collecter et à analyser les données relatives à la nature des arrivées maritimes et terrestres, notamment en matière de vulnérabilités, en vue d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre du plan, et de mesurer son impact
  - Améliorer les capacités d'information et de communication afin d'accélérer davantage le partage des informations relatives à la situation en Méditerranée

## Partenariats

---

Parmi les principaux partenaires en Europe figurent : la Commission européenne, le Bureau européen d'appui pour l'asile (BEA), Frontex, l'OIM, les ONG au mandat paneuropéen en charge du plaidoyer et de la diffusion de l'information publique, ainsi que des organisations nationales et internationales (telles que les associations de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Save the Children).

# REPONSE RÉGIONALE : MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

---

## Situation actuelle

---

- La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN)<sup>3</sup> connaît encore des mouvements massifs et complexes de réfugiés et de migrants en provenance et au sein du Moyen-Orient, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et de la Corne de l'Afrique vers l'Europe, et des mouvements depuis et via l'Est et la Corne de l'Afrique vers les États du Conseil de coopération du Golfe et l'Europe méridionale.
- Certains pays de la région MOAN sont signataires de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et la plupart des pays d'Afrique du Nord sont signataires de la Convention de l'OUA de 1969 sur les réfugiés. Les cinq pays de la région MOAN ont réalisé des avancées positives dans le développement de leurs systèmes d'asile, notamment au regard de la législation en matière d'asile et des procédures administratives afférentes.
- Sauf quelques exceptions, la plupart des systèmes de gestion de la complexité des mouvements migratoires mixtes intégrant les principes de la protection internationale commencent à peine à se développer. Les capacités et les ressources disponibles sont limitées, et les interventions guidées par les enjeux de sécurité nationale.
- S'agissant des migrations mixtes en Afrique du Nord, notamment dans le contexte des départs et des arrivées par la mer en Méditerranée, l'intervention du HCR en matière de protection des réfugiés répond à quatre objectifs stratégiques : (1) prévenir le refoulement, (2) faciliter l'accès au territoire et à l'asile, (3) informer les réfugiés et les migrants des différentes solutions qui s'offrent à eux et les mettre en garde contre les dangers des traversées en mer, et enfin (4) élargir l'espace de protection, améliorer la qualité des conditions de séjour et l'accès aux voies de solution, dans le cadre et par le biais de réponses plus fortes en matière de politique migratoire.

## Renforcement de la réponse opérationnelle

---

### **1) Accroître la capacité d'accueil post-sauvetage dans les pays de réception à travers un soutien aux États, à la société civile et aux communautés locales**

- Promouvoir la mise en place d'un groupe de contact responsable du partage de l'information et de la coordination des réponses aux réfugiés ou demandeurs d'asile secourus ou interceptés en mer avec la participation opérationnelle des garde-côtes libyens, du département de lutte contre l'immigration illégale, des municipalités concernées et du Croissant-Rouge libyen
- Établir des avant-postes médicaux et de contrôle à proximité des sites de débarquement pour permettre aux équipes d'intervention partenaires d'enregistrer, d'examiner les personnes ayant un besoin urgent d'aide et de soins médicaux, et de les orienter vers les institutions et organisations compétentes (Libye)
- Offrir une aide matérielle de base, ainsi que d'autres mesures de soutien humanitaires aux personnes suivies par le HCR et l'OIM après leur débarquement ou au moment de leur transfert vers les centres de rétention libyens, afin de s'assurer que ces centres répondent aux normes minimales de traitement (Libye)

---

<sup>3</sup> Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord concernés par cette initiative sont l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie.

- Apporter une aide d'urgence via le Croissant-Rouge tunisien aux personnes secourues par les garde-côtes tunisiens (Tunisie)
- Renforcer la capacité des ONG à établir les antécédents des personnes secourues ou interceptées en mer ou sur terre, à les identifier, et à orienter vers le HCR celles requérant une protection internationale et concernées par la procédure d'asile (Maroc et Tunisie)
- Mettre en œuvre les procédures opérationnelles classiques relatives à l'identification et à l'orientation des victimes de tortures en partenariat avec l'OIM et d'autres intervenants majeurs (Algérie, Égypte et Libye)
- Promouvoir l'identification précoce des personnes ayant subi des violences sexuelles et sexistes, et des enfants et femmes en situation de danger au moyen d'outils et de mécanismes d'identification des risques individuels, en collaboration avec les partenaires des pays nord-africains
- Soutenir la mise en place de programmes pour le retour volontaire assisté, en étroite collaboration avec l'OIM, pour les migrants ayant éventuellement besoin d'une assistance pour retourner dans leur pays d'origine (Maroc et Tunisie), ainsi que pour les demandeurs d'asile et les réfugiés susceptibles de solliciter le regroupement familial ou le rapatriement librement consenti (Libye)

## **2) Renforcer les systèmes de protection et prévenir le refoulement, à travers la consolidation de la présence et des capacités relatives à l'asile, à la création des espaces de protection et à l'accès aux voies de solution**

- Fournir un appui technique et des formations sur le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit des réfugiés aux autorités nationales, pour soutenir la mise en place de systèmes d'asile nationaux et de cadres politiques de gestion des migrations efficaces (ensemble des pays)
- Encourager, au bénéfice du HCR, un meilleur accès aux et une surveillance plus étroite des points de passage frontière aériens, terrestres et maritimes, et poursuivre le travail de sensibilisation aux obligations imposées par le droit international applicable (ensemble des pays)
- Plaider en faveur d'un meilleur accès aux lieux de rétention et contrôler les conditions de rétention en vue d'identifier et de suivre les personnes susceptibles de relever de la compétence du HCR, et de réduire le risque de refoulement
- Favoriser l'apport d'une assistance judiciaire aux personnes placées en rétention, ainsi que l'utilisation de mécanismes de protection fondés sur l'approche communautaire pour examiner les cas en vue de rétention dans les zones à haut risque, notamment les zones côtières
- Fournir une assistance matérielle et des produits de secours aux personnes placées dans des lieux de rétention pour garantir le respect des normes minimales de traitement
- Défendre et soutenir le développement d'alternatives à la rétention, en particulier pour les enfants (Égypte et Libye)
- Fournir un soutien logistique lorsque des solutions de rétention au sein des structures communautaires sont proposées (Libye)
- Réunir des groupes de travail sur la protection et participer à leurs travaux ainsi qu'à d'autres forums interinstitutionnels et multipartites visant à améliorer la coordination des réponses, en Afrique du Nord, aux besoins de protection des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants

## **3) Favoriser l'accès aux voies de solution, y compris, lorsque cela est envisageable, via l'extension des possibilités de réinstallation et le développement d'autres voies sûres et légales pour les personnes nécessitant une protection**

- Intensifier la coopération avec l'OIM, les ambassades et les ONG locales en vue de trouver des voies sûres et légales permettant d'assurer la protection des réfugiés, notamment en cas de besoin urgent de réinstallation de personnes bloquées aux frontières
- Identifier en amont les personnes disposant d'attaches familiales dans les pays de réinstallation, y compris les membres de la famille dépendants au sein des familles élargies



- Traiter en priorité et aussi rapidement que possible les procédures de détermination du statut de réfugié, au regard des spécificités de chaque dossier et des enjeux de protection impliqués
- 4) Multiplier les messages stratégiques et le travail de plaidoyer à l'attention et au sujet des personnes concernées dans le cadre d'un effort global destiné à sensibiliser, à restreindre le trafic de migrants, et à favoriser la diffusion de conseils et de mises en garde sur les conditions de subsistance, d'accès à l'autonomie et à l'éducation, ainsi que sur les voies de migration sûres et légales**
- Renforcer les systèmes de veille sur les réseaux sociaux en vue de recueillir des données relatives à la dynamique des mouvements illégaux, et de dénoncer les fausses informations (Libye et Maroc)
  - Fournir des informations aux personnes concernées sur les risques relatifs aux déplacements irréguliers, et sur les voies de protection légales pour le rapatriement librement consenti, la réinstallation, etc., notamment au moyen de dépliants, d'affiches, de consultations individuelles et de la mise en place de pages sur Facebook
  - Développer et mettre en œuvre des campagnes d'information communes en partenariat avec l'OIM et d'autres organisations pour sensibiliser aux risques relatifs aux déplacements en mer, et lutter, au moyen de messages anti-fraude, contre les pratiques de désinformation des réseaux de passeurs et de trafiquants (Libye)
  - Multiplier les actions de protection fondées sur l'approche communautaire, via des réunions communautaires, des consultations individuelles, des groupes de discussion et des groupes d'entraide sur les risques relatifs à la migration illégale, sur la prévention des et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, sur la traite des êtres humains et autres formes d'exploitation, ainsi que sur les alternatives légales à la migration (Égypte)
  - Organiser des séances de sensibilisation ad hoc, ciblant les rescapés d'opérations de sauvetage, sur les risques de la migration illégale, maritime ou terrestre, et sur les voies de migration légales (Tunisie)
  - Renforcer la participation aux principales commissions nationales, notamment à celles relatives au trafic des migrants et à la traite des êtres humains (Égypte)
  - Intensifier l'engagement auprès des forums interinstitutionnels pour garantir la coordination des réponses humanitaires et des campagnes de plaidoyer sur les thèmes du placement en rétention et des conditions de cette dernière, du contrôle des frontières, ainsi que du recueil, de l'analyse et du traitement des données (Égypte, Libye et Maroc)
- 5) Promouvoir les projets relatifs aux conditions de subsistance et à l'éducation et y participer, en particulier dans les pays d'asile et de transit**
- Soutenir les actions visant à assurer l'accès aux moyens de subsistance, notamment la formation et le placement professionnels (Égypte et Maroc)
- 6) Contribuer à l'analyse des tendances et à la gestion des informations relatives aux flux de réfugiés, aux itinéraires et aux tendances**
- Coopérer avec des interlocuteurs externes — comme le Secrétariat régional sur la migration mixte à Nairobi, l'équipe spéciale en charge des flux migratoires mixtes pour l'Afrique du Nord et sa plateforme d'information, le Mixed Migration Hub —, au sujet de l'établissement d'un système plus performant pour le recueil et l'analyse des informations et données, et le partage des informations sur les mouvements des réfugiés ou demandeurs d'asile, et des migrants traversant la Libye

## Partenariats

---

Le HCR poursuivra son action en amont, ainsi que ses partenariats et sa coopération avec les autorités gouvernementales, les organisations internationales dotées de mandats complémentaires (OIM, UNDOC, CICR), ainsi qu'avec les représentants de la société civile, notamment les parlementaires, les associations d'avocats, les universités et les services d'aide juridique, les organisations communautaires et les ONG. Cet engagement consiste notamment à promouvoir les échanges d'expérience au niveau des États, et à renforcer les capacités afin d'améliorer la compréhension des principes juridiques internationaux tels qu'ils s'appliquent aux réfugiés. Des positions communes avec des représentants de la société civile et des organisations internationales continueront d'être défendues, au cas par cas et si nécessaire, en fonction des évolutions et des événements spécifiques.

De plus, la collaboration avec l'OIM, le CICR et les ONG est déjà engagée ou sur le point de l'être afin d'apporter une aide et un soutien humanitaires aux personnes secourues en mer, d'instaurer des points de surveillance aux frontières et une orientation vers les procédures appropriées selon les vulnérabilités et besoins identifiés. Cette collaboration concerne également la mise en place de campagnes de sensibilisation, la diffusion d'informations, et le retour volontaire assisté des demandeurs d'asile non éligibles à la protection internationale.

# RÉPONSE RÉGIONALE : AFRIQUE

---

## Situation actuelle

---

- Dans la région Afrique<sup>4</sup>, l'Est et la Corne de l'Afrique et les États d'Afrique subsaharienne sont encore des zones et itinéraires majeurs, confrontés quotidiennement aux enjeux liés à la migration mixte. Les pays de l'Est et de la Corne de l'Afrique demeurent aux prises avec les conflits, la violence et les urgences humanitaires récurrentes. Même si les demandeurs d'asile, les réfugiés et les déplacés parviennent à trouver une relative sécurité dans la région, les services essentiels y font cruellement défaut, notamment les services sociaux élémentaires, l'éducation, l'accès à l'autonomie par le travail et d'autres opportunités économiques, et le regroupement familial.
- La capacité de nombreux États de la région à lutter contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains reste limitée. L'Union africaine et l'Union européenne ont joué un rôle actif dans la promotion d'une coopération plus efficace entre les États membres de cette zone. Les actions menées en Afrique privilégient la protection au sein des pays de transit et d'asile.
- En 2014, l'opération conduite dans la ville éthiopienne de Shire a permis d'accueillir à elle seule plus de 33 000 réfugiés érythréens. Au dernier trimestre 2014 et depuis le début de cette année, on a dénombré en moyenne 4 500 arrivées mensuelles.
- Au Soudan, le HCR met actuellement en œuvre une stratégie commune de lutte contre la traite des êtres humains, en partenariat avec l'OIM, le Commissaire aux réfugiés du Soudan et le ministère soudanais de l'Intérieur. Cet effort a presque endigué le phénomène d'enlèvements de réfugiés dans l'est du Soudan, et a considérablement réduit le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile tombés aux mains de trafiquants et de passeurs.
- À la fin de l'année 2014, le Soudan accueillait 110 312 réfugiés érythréens enregistrés par les autorités locales et le HCR, tandis que plusieurs milliers d'autres Érythréens vivent au Soudan.
- Depuis le début du conflit en République arabe syrienne, plus de 20 000 réfugiés syriens ont gagné le Soudan. Si la plupart vivent au sein de communautés syriennes installées en périphérie de Khartoum et non dans des camps de réfugiés, les réfugiés syriens sont exposés à de nombreux risques de protection identiques à ceux encourus par les autres réfugiés et demandeurs d'asile de la région.

## Renforcement de la réponse opérationnelle

---

En 2013, le HCR a lancé sa Stratégie et son plan d'action régionaux pour la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains depuis la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique<sup>5</sup>. Cette stratégie régionale recommande des interventions ciblées mais étroitement concertées pour répondre aux besoins de protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides victimes du trafic de migrants et de la traite dans la région, notamment au travers des principaux objectifs suivants :

- 1) Accroître la capacité d'accueil post-sauvetage dans les pays de réception à travers un soutien aux États, à la société civile et aux communautés locales**

---

<sup>4</sup> Les pays de la région Afrique concernés par cette initiative sont l'Éthiopie, le Niger et le Soudan.

<sup>5</sup> Regional Plan of Action on Smuggling and Trafficking from the East and Horn of Africa region

- Fournir une assistance directe aux victimes du trafic de migrants et de la traite, notamment par le biais d'informations juridiques, d'un travail de proximité, de la distribution de colis d'aide, et collaborer avec les services communautaires de soins de santé mentale (Éthiopie)
- Procéder à un enregistrement de façon individuelle avec le minimum d'informations requises, réaliser un examen médical et un dépistage nutritionnel pour tous les nouveaux réfugiés, entretenir les centres de réception et de transit, et contrôler la situation des réfugiés concernés (Éthiopie et Niger)
- Améliorer la procédure de réception au camp de Shagarab pour permettre aux nouveaux arrivants d'accéder rapidement à la procédure d'enregistrement électronique (Soudan)
- Mettre à niveau et améliorer les conditions de réception à Toker, Gergef et Hamdayet, fournir notamment des lits pour l'ensemble des six centres de réception en activité, ainsi que des produits de première nécessité (Soudan)
- Favoriser les procédures de regroupement familial (Éthiopie et Soudan)
- Identifier et enregistrer les dossiers éligibles (Éthiopie et Soudan)
- Établir les antécédents des personnes concernées (Éthiopie et Soudan)
- Permettre au HCR d'accéder aux demandeurs d'asile (Éthiopie et Soudan)
- Identifier et aider les personnes vulnérables concernées (Éthiopie et Soudan)
- Répondre aux besoins des réfugiés syriens, en particulier au moyen d'interventions de terrain visant à appuyer les organisations et les services publics présents dans les zones accueillant un grand nombre de réfugiés syriens (en privilégiant l'éducation et la santé) ; et en apportant une aide spécifique aux membres extrêmement vulnérables de la communauté de réfugiés syriens (notamment par le biais d'une aide psychosociale et d'interventions de professionnels de la santé mentale, d'activités visant à assurer les moyens de subsistance, et de plaidoyers en faveur de la réinstallation en tant que solution durable) (Soudan)

## **2) Renforcer les systèmes de protection et prévenir le refoulement à travers la consolidation de la présence et des capacités relatives à l'asile, à la création des espaces de protection, à l'accès aux voies de solution et aux processus conjoints**

- Fournir un appui technique et des formations aux autorités pour soutenir, dans chaque pays, la mise en place de systèmes d'asile et de politiques de gestion des migrations efficaces afin de développer une approche globale des migrations mixtes, et de l'accès aux voies de solution (Éthiopie, Niger et Soudan)
- Renforcer la capacité des fonctionnaires chargés de l'enregistrement à mener une procédure d'enregistrement et de vérification conforme aux normes du HCR (Soudan)
- Fournir et contrôler l'appui technique aux homologues du gouvernement, afin d'assurer une mise à jour continue des données dans les camps, les zones urbaines et les centres fermés (Éthiopie et Soudan)
- Mettre en œuvre les procédures du HCR relatives à la détermination du statut de réfugié (Soudan)
- Poursuivre le soutien au projet régional global « Live, learn, and play safe » (Vivre, apprendre et jouer en sécurité) en privilégiant la mise en place d'une aide spéciale aux enfants non accompagnés et séparés en provenance d'Érythrée, dans le but de les protéger contre les mauvais traitements et la traite (Éthiopie et Soudan)

**3) Favoriser l'accès aux voies de solution, y compris, lorsque cela est envisageable, via l'extension des possibilités de réinstallation et le développement d'autres voies sûres et légales pour les personnes nécessitant une protection**

- Identifier en amont les personnes disposant d'attaches familiales dans les pays de réinstallation, y compris les membres de la famille dépendants au sein des familles élargies (Éthiopie et Soudan)

**4) Multiplier les messages stratégiques et le travail de plaidoyer à l'attention et au sujet des personnes concernées dans le cadre d'un effort global destiné à sensibiliser, à restreindre le trafic de migrants, et à favoriser la diffusion de mises en garde et d'informations sur les conditions de subsistance, d'accès à l'autonomie et à l'éducation, ainsi que les voies de migration sûres et légales**

- Continuer de soutenir et de mettre en œuvre la Stratégie et le plan d'action régionaux pour la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains depuis la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique. L'objectif de cette stratégie est d'étendre la protection des personnes concernées originaires de la Corne de l'Afrique contre le trafic de migrants et la traite inhérents à la traversée de la Méditerranée. Sa mise en œuvre interviendra à travers l'adoption, dans les pays d'asile, de programmes plus intégrés et durables, afin que les réfugiés renforcent leur autonomie et développent leurs capacités et leurs compétences. Les initiatives programmées et mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie régionale reposent sur les actions mentionnées dans le cadre de l'Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique<sup>6</sup> (ou « processus de Khartoum ») (Éthiopie et Soudan)

**5) Promouvoir les projets relatifs aux conditions de subsistance et à l'éducation et y participer, en particulier dans les pays d'asile et de transit**

- Promouvoir des mesures dans les domaines de la protection et du développement régionaux, en particulier au moyen d'instruments tels que les Programmes régionaux de développement et de protection<sup>7</sup>
- Analyser et soutenir la participation des réfugiés à l'économie domestique du pays d'accueil en particulier dans le cadre de situations de déplacement prolongé
- Améliorer la possibilité pour les jeunes réfugiés, en majorité des hommes, d'assurer leurs moyens de subsistance. La mise en place de programmes de formation spécialisés et de projets visant à assurer les moyens de subsistance doit permettre à ces réfugiés d'acquérir un ensemble de compétences favorisant l'exercice d'une activité valorisante, rémunérée et légale. De plus, l'engagement de formation sur une année et à temps plein, et le développement de ces projets assurent l'implication de ces jeunes réfugiés, et les tiennent à l'écart du trafic de migrants et de la traite (Éthiopie)
- Développer l'enseignement primaire en construisant des salles de classe supplémentaires pour les enfants réfugiés et les communautés d'accueil qui vivent autour du camp de Shagarab. Cela comprend notamment la construction d'une école pour les communautés d'accueil vivant autour de ce camp, afin de fournir un espace d'asile mieux structuré aux nouveaux arrivants et demandeurs d'asile (Soudan)
- Améliorer la qualité des enseignements et de l'apprentissage, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur pour les enfants et les adolescents réfugiés en provenance d'Érythrée (Éthiopie)

---

<sup>6</sup> EU-Horn of Africa Migration Routes Initiative

<sup>7</sup> Regional Development and Protection Programmes



**6) Contribuer à l'analyse des tendances et à la gestion des informations relatives aux flux de réfugiés, aux itinéraires et aux tendances**

- Améliorer les capacités d'information et d'analyse pour accélérer davantage le partage des informations relatives à la situation des demandeurs d'asile, et aux flux de réfugiés et de migrants dans l'Est de la Corne de l'Afrique
- Diffuser l'information et renforcer le partenariat régional (Éthiopie)

## Partenariats

---

L'ensemble de ces actions est mis en œuvre par le HCR en étroite collaboration avec les homologues gouvernementaux et concernés, en particulier l'Union africaine et la CEDAO. L'OIM, l'UNICEF et le CICR figurent parmi les principaux partenaires internationaux. Les ONG et les communautés locales, y compris les représentants de réfugiés, sont également des partenaires essentiels.

## BESOINS FINANCIERS

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts relatifs au renforcement de la réponse opérationnelle et des initiatives de protection envers les réfugiés et migrants qui tentent de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Ces montants sont inclus dans les budgets annuels 2015 approuvés par le Comité exécutif du HCR en octobre 2014. La situation dans les pays concernés ayant évolué dans de telles proportions depuis l'élaboration des budgets initiaux, le budget opérationnel de chaque pays a été ajusté pour privilégier les besoins liés à la présente Initiative spéciale.

OPÉRATION			TOTAL en dollars E.-U
EUROPE	EUROPE SEPTENTRIONALE, OCCIDENTALE, CENTRALE ET MÉRIDIONALE EUROPE DU SUD-EST EUROPE ORIENTALE	Italie - Bureau régional	6 156 832
		Bosnie-Herzégovine - Bureau régional	751 069
		Turquie	530 000
		SOUS-TOTAL	7 437 901
	MOAN	AFRIQUE DU NORD	Algérie
Égypte			977 018
Libye			2 890 371
Maroc			466 000
Tunisie			692 651
SOUS-TOTAL		5 076 040	
AFRIQUE	EST ET CORNE DE L'AFRIQUE	Éthiopie	6 965 490
		Soudan	9 367 066
	AFRIQUE DE L'OUEST	Niger	800 000
		SOUS-TOTAL	17 132 556
SIÈGE ET APPUI RÉGIONAL			765 586
TOTAL			30 412 083

